

# Pôle Police municipale des Hauts de France



Bulletin 09-2020

Cher(e) collègue et ami(e),

La crise sanitaire continue dans notre pays avec son lot de personnes hospitalisées ou décédées.

Le gouvernement promet prochainement, voire début de l'année 2021, un nouveau vaccin pour combattre le COVID 19.

La France vit au ralenti avec cette pandémie.

L'augmentation des prérogatives du Plan Vigipirate fait craindre le pire suite aux attentats de ces dernières semaines.

De rappeler et mettre en évidence l'excellent professionnalisme de nos collègues Policiers Municipaux de Nice, qui ont réagi avec brio en abattant un terroriste qui venait de tuer plusieurs personnes dans une église.

On peut se poser la question : « jusqu'où aurait-été ce terroriste si la Police Municipale de Nice n'avait pas été armée ??? »

Les Policiers Municipaux, Gardes-champêtres, Agents de Surveillance de la Voie publique sont au côté de la population et ils ne démeritent pas suite à cette pandémie et événements terroristes en effectuant leurs missions diverses d'aides et d'assistances aux plus vulnérables. « SERVIR » est toujours le mot d'ordre de la profession.

Pendant ce temps-là, dans les hémicycles Députés-Sénateurs débattent du futur projet de loi de sécurité suite à la parution du Livre Blanc de la Sécurité Intérieure. Des débats quelquefois houleux sur l'augmentation des pouvoirs d'officiers de Police Judiciaire, des missions des élus locaux et des missions des polices municipales .... Avec des projets d'habilitation pour des Directeurs et Chefs de Service de Police Municipale d'Agents de Police Judiciaire à titre expérimental dans divers départements.

Dans les Hauts de France plusieurs départements seraient concernés par ce projet.

Ces dernières semaines, beaucoup de débats et polémiques sur l'armement des polices Municipales.

Avec des articles époustouflants est-ce de l'ironie ou de l'incompétence ? Je vous laisse le soin d'apprécier à sa juste valeur « exemple : La Maire de Paris ne souhaite pas armer sa future Police Municipale » ....

Mais la question récurrente que toutes les organisations syndicales se posent et qui revient à chaque réunion avec nos gouvernants : « où en est-on du volet social, statutaire, des attentes des agents représentant la troisième force de sécurité en France ??? »

Dernièrement on a répondu à nos représentants nationaux : « on va remonter vos demandes au Ministre de l'Intérieur !!! »

« Houps !!! » c'est vrai il a été nommé il y a quelques mois, il ne connaît pas le dossier. Fort heureusement « il est de min coin » ça pourrait peut-être aller plus vite, pression électorale oblige !!!

Nos représentants Nationaux Fabien GOLFIER et Jean-Michel WEISS sont attentifs à tous ces dossiers et participent aux nombreux débats et réunions sur le sujet avec le gouvernement et la Commission Consultative des Polices Municipales.

Vous pouvez retrouver, Cher(e) Collègue et ami(e), dans ce bulletin l'ensemble des articles sur les sujets précités.

Les membres du Comité de rédaction du Pôle Police Municipale des Hauts de France vous en souhaitent bonne lecture.

**NOUVEAUTE 2020 retrouvez-nous [www.pole-police-hauts-de-france.fr](http://www.pole-police-hauts-de-france.fr)**

# Sommaire

## INFORMATION NATIONALE

- Sécurité : ce que prévoit – finalement – la nouvelle proposition de loi Fauvergue-Thourot
- L'insécurité ne progresse pas, mais la société y est plus sensible
- Roger Vicot : "La question de la gouvernance locale de la sécurité reste posée"
- Incitation à la haine raciale : signalement, saisie de la justice et sanctions
- Domaine funéraire - Fiche d'actualité relative aux impacts de l'épidémie de covid-19
- Les cinq infos sur le confinement que les maires doivent retenir aujourd'hui
- Armement des polices municipales : le gouvernement renvoie la pression aux élus
- « Urgence attentat » : ce que signifie le passage du plan Vigipirate au niveau maximum
- "Sécurité globale" : Gérald Darmanin favorable à une extension des pouvoirs de la police municipale
- Proposition de loi "sécurité globale" : l'alerte de la défenseure des droits
- Fonction publique territoriale : des réponses de l'État, mais pas sur tout
- Urgence sanitaire dans la Fonction Publique - Lettre ouverte à Amélie de Montchalin, Ministre de la transformation et de la Fonction Publiques
- Elaboration du plan de formation - Le CNFPT met à disposition des collectivités un nouveau guide méthodologique
- Prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021 (Texte adopté définitivement)
- Etat d'urgence sanitaire: les députés de gauche saisissent le Conseil constitutionnel
- Télétravail (dossier complet) - Q/R de la CNIL - Un numéro vert pour l'écoute, le soutien et le conseil des télétravailleurs - étude sur l'activité professionnelle pendant le confinement
- Un numéro vert (gratuit) pour l'écoute, le soutien et le conseil des télétravailleurs
- Résultats d'une étude sur l'activité professionnelle des français pendant le confinement
- Vigipirate : 3 niveaux d'alerte face à la menace terroriste
- Proposition de Loi vers la sécurité globale : les amendements de la commission des lois
- Livre blanc de la sécurité intérieure - Conforter le rôle du maire et des polices municipales dans la sécurité du quotidien

## LOIS DECRETS ARRETES CIRCULAIRES

- Décret dispositions statutaires relatives à la formation de certains cadres d'emplois de la police municipale
- Décret allocation journalière du·de la proche aidant·e et l'allocation journalière de présence parentale
- Décret : Véhicules - Dispositions relatives à l'obligation de port ou de détention d'équipements hivernaux des véhicules visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale
- Sécurité dans les transports : un décret consacre le dispositif de descente à la demande

- Décret : Fonction publique : la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) prolongée en 2020 et 2021
- Décret expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux
- Décret les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
- Décret : Mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - Modifications (Grandes surfaces - Retrait et restitution de documents en bibliothèques...)
- Décret : Loi sur l'état d'urgence, décret, Conseil d'État : les principales infos covid-19 du week-end
- Décret rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation
- Arrêté : Elévation du niveau de risque épizootique d'influenza aviaire de "négligeable" à "élevé" sur les départements listés en annexe du présent arrêté.
- Arrêté : La réforme des fourrières entre dans la dernière ligne droite
- Arrêté : Fourrière pour automobiles - Tarifs maxima des frais - Modèle de fiche descriptive de l'état du véhicule à enlever - Simplification et modernisation des procédures (entrée en vigueur et départements concernés)
- Circulaire : Agents publics : le gouvernement appelle à la "fermeté" face aux menaces et aux attaques
- Circulaire : Le gouvernement invite les maires à s'emparer du nouveau droit de dérogation des préfets
- Circulaire : Identification et modalités de prise en charge des agents publics civils reconnus personnes vulnérables
- Circulaire continuité du service public dans les administrations et les établissements publics de l'Etat dans le contexte de dégradation de la situation sanitaire
- Communiqué : Nouvelles modalités de prise en charge des personnes les plus vulnérables face au risque de forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2
- Communiqué : Personnes vulnérables susceptibles de développer des formes graves de Covid-19 et activité professionnelle
- Prise en compte dans la FPT de l'évolution de l'épidémie de Covid-19 (Q/R mäj au 05/11/2020)

---

## JURISPRUDENCE

---

- Le juge des référés du Conseil d'Etat refuse de suspendre le décret prescrivant aux préfets de certains départements d'instaurer un couvre-feu
- Harcèlement moral
- Procédure disciplinaire: la sanction doit être adaptée à la faute commise
- Erreur dans le bulletin de paye – Délai de prescription
- Suspension – Faute grave présumée
- Stagiaire – Refus de titularisation
- Logement de fonction – Temps de travail
- Changement d'affectation – Intérêt du service
- Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel
- Suspension de fonctions – Délai
- Dépression – Imputabilité

- Rupture conventionnelle : pour être accompagné, le fonctionnaire peut s'adresser à tout syndicat
- Tout fonctionnaire en activité tient de son statut le droit de recevoir, dans un délai raisonnable, une affectation correspondant à son grade
- L'implantation d'éoliennes peut être un trouble normal causé à l'environnement
- La demande d'un agent public, qui tend seulement au versement d'IAT et d'indemnité spéciale mensuelle de fonctions, ne revêt pas le caractère d'une action indemnitaire
- Installation d'une caméra par une commune sans autorisation
- Licenciement pour insuffisance professionnelle - Absence d'obligation de communiquer au fonctionnaire, avant la séance du conseil de discipline, le rapport de l'autorité ayant saisi l'instance disciplinaire
- Stationnement payant - Le forfait post-stationnement n'est pas une sanction
- Les heures supplémentaires ne peuvent être réputées avoir été rémunérées par la mise à disposition d'un logement gratuit par nécessité absolue de service.
- Affichage du permis de construire - L'absence de mention de l'adresse exacte de la mairie ne fait pas obstacle au déclenchement du délai de recours
- Un agent en arrêt maladie peut-il faire ce qu'il veut durant les heures de sortie autorisées ?
- Un arrêté préfectoral est opposable à compter de sa mise en ligne
- Coup de poing donné à son supérieur - Une exclusion temporaire de fonctions de quinze jours dont une semaine avec sursis est jugée trop légère
- Annulation du licenciement pour insuffisance professionnelle d'un agent ayant donné satisfaction dans des postes précédents
- Recours abusif aux agents contractuels
- Une nouvelle affectation permettant de faire cesser des tensions récurrentes entre l'intéressée et sa hiérarchie n'est pas une sanction déguisée
- Les agents en position d'activité n'ayant pas encore reçu une affectation pérenne dans un emploi correspondant à leur grade et non affectés sur une mission temporaire n'ont pas droit aux jours de RTT
- Le seul fait pour un agent public d'être "fiché S" ne justifie pas une mutation d'office à son égard

---

## QUESTIONS REPONSES PARLEMENTAIRES

---

- Visite médicale imposée à un agent ?
- Responsabilité d'une commune en cas de chute d'un élu à la mairie
- Situation d'un agent non-gréviste empêché
- Valorisation des carrières au sein de la police municipale - Les discussions se poursuivent dans le cadre de la commission consultative des polices municipales (CCPM)
- Désignation d'un conseiller municipal en charge de la police
- Interdiction aux Poids Lourds
- Protoxyde d'azote ... un vrai danger
- Montée du sentiment d'insécurité en vacances
- Enlèvement des cadavres d'animaux
- Compétence du maire sur les horaires d'ouverture d'une station de lavage
- Voirie - La jurisprudence reconnaît le caractère de dépendance du domaine public routier aux pistes cyclables
- Réglementation des servitudes de passage sur le littoral

- Règlementation pour empêcher les poids lourds d'emprunter les voies communales
- Réunions du conseil municipal - Rappel des modalités de convocation
- Le Gouvernement repousse la préconisation de la Cour des comptes de conditionner le maintien de la police nationale à la mise en place d'une police municipale
- Protection des agents publics - Mettre un terme au réflexe du "pas de vagues"
- Installation de caméras de vidéosurveillance sur des parties communes
- Nageurs sauveteurs - Rappel de la responsabilité des maires et des modalités de recrutement
- Engins de déplacement motorisés : quelle assurance ?
- Coronavirus : quelles conséquences sur le passage au contrôle technique
- Attestation de suivi de la formation à la conduite des motocyclettes légères, quelle validité à l'étranger ?
- Lisibilité et sécurité des réseaux cyclables
- Sensibilisation cyclisme urbain
- Occupation de terrains par les gens du voyage de post-stationnement
- Prospectus publicitaires et de cadeaux promotionnels dans les boîtes aux lettres : bientôt une contravention de 5ème classe !
- Contrôle des opérations d'exhumation – Rappel

---

### BON A SAVOIR

---

- Obsèques et sépultures : ce qu'il faut savoir
- Épidémie de Coronavirus (Covid-19) Rentrée novembre
- Épidémie de coronavirus (Covid-19) reconfinement
- Santé et citoyenneté
- Déplacements
- Vie étudiante
- École, collège, lycée
- Données personnelles : des modèles de courriers pour faire valoir vos droits

---

### OFFRE D'EMPLOI

---

- Aisne | Pas-de-Calais | Nord | Oise | Somme

Ce sommaire vous a donné l'envie d'en savoir plus.

Rien de plus simple :

# Adhérez !



**Pôle**  
**Police municipale**  
**des Hauts de France**



## ADHESION

OU RENOUELEMENT D'ADHESION

**AU BULLETIN D'INFORMATIONS DES AGENTS(ES) DE POLICE MUNICIPALE,  
GARDES-CHAMPETRES ET AGENTS(ES) DE SURVEILLANCE DE LA VOIE PUBLIQUE  
FAFPT DES HAUTS DE FRANCE**

Nom et Prénom : \_\_\_\_\_

Grade et Fonction : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Adresse professionnelle : \_\_\_\_\_

 personnel : \_\_\_\_\_  professionnel : \_\_\_\_\_

 adresse électronique : \_\_\_\_\_

\* L'adhésion en isolé pour 2020 est de 72€. 66% sont déductibles des impôts. Pour les personnes imposables préciser le montant de l'adhésion sur votre déclaration des revenus. Pour les non imposables 66% du montant de l'adhésion leur sera reversée par la Trésorerie des finances publiques.

**A faire parvenir à :**

**FAFPT | Union Régionale Hauts de France**

Pôle Police Municipale FAFPT HAUTS DE FRANCE - Service comptabilité

45 rue de l'Union 59150 Wattrelos

POLE POLICE MUNICIPALE FAFPT DES HAUTS DE FRANCE

[pole-pm-fafpt-hdf-site@pole-police-hauts-de-france.fr](mailto:pole-pm-fafpt-hdf-site@pole-police-hauts-de-france.fr)

Retrouvez nous sur :

[pole-police-hauts-de-france.fr](http://pole-police-hauts-de-france.fr)